



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

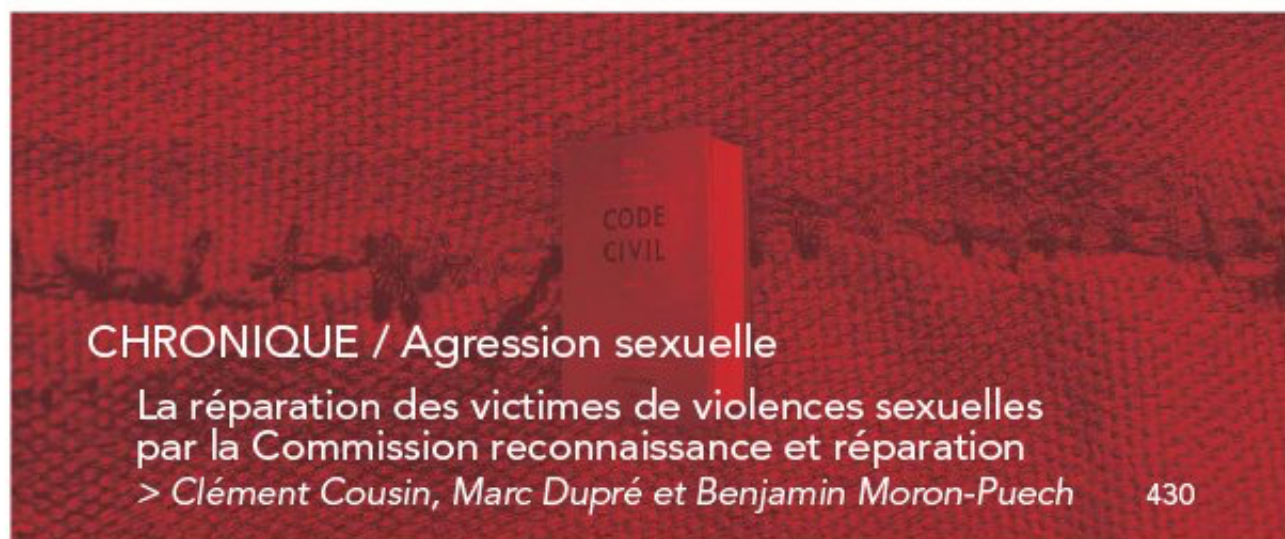
Revue des sommaires

Mercredi 6 mars 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
7 mars 2024
n° 9 / 8030^e
pages 417 à 472



Version numérique incluse*



ÉDITORIAL

417 Anatomie d'une supercherie, *Jean-Pierre Marguénaud*

ACTUALITÉS

421 Crédit à la consommation : action contre les héritiers de l'emprunteur
425 Géolocalisation (téléphone portable) : nécessité d'un contrôle préalable

LECTURES

427 Le droit d'une géopolitique numérique globale, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINT DE VUE

428 Réformer le droit des sociétés, *Jean-Jacques Daigre*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

437 **Chronique** : Le compte de cantonnement d'actifs numériques : une nouvelle exigence pour les émetteurs, *Mathis Campestrin*
441 **Panorama** : Contentieux familial, *Mélina Douchy-Oudot*
452 **Notes** : Nouvelle avancée constitutionnelle : l'obligation d'informer le tuteur ou le curateur en cas de défèrement du majeur protégé, note sous *Cons. const. 18 janv. 2024*, *Véronique Tellier-Cayrol*
457 La plus-value industrielle. Acte III : accroissement des acquêts nets par la plus-value industrielle



- La plus-value industrielle, Acte III : accroissement des acquêts liés par la plus-value industrielle en régime de participation aux acquêts, note sous Civ. 1^{re}, 13 déc. 2023, Benoît Chaffois
- 464 Quand la gestation pour autrui n'ouvre pas droit à une prime à la naissance..., note sous Civ. 2^e, 30 nov. 2023, Richard Vessaud

ENTRETIEN

- 472 Christophe Bigot – La protection renforcée des élus contre les diffamations et injures : un risque d'atteinte grave à une liberté au cœur de la société démocratique

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty de Falco
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82006

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mars 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Jean-Pierre Marguénaud

417

Anatomie d'une supercherie

ACTUALITÉS

420

DROIT DES AFFAIRES

Commerce électronique

Signature électronique (force probante):
contestation en justice, CJUE 29 févr. 2024

Concurrence-Distribution

Pratique restrictive (action du ministre): point
de départ de la prescription, Com. 28 févr. 2024

Consommation

Crédit à la consommation: action contre les
héritiers de l'emprunteur, TJ Lisieux, 2 févr. 2024

Tourisme (voyage à forfait): résiliation pour
cause de Covid-19, CJUE 29 févr. 2024

Contrat de voyage (résiliation):
circonstances exceptionnelles et inévitables,
CJUE 29 févr. 2024

Clause abusive (contrôle d'office): titre
d'injonction de payer, CJUE 29 févr. 2024

Contrat d'affaires

Transport aérien (indemnisation): validité d'une
cession de créance, CJUE 29 févr. 2024

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (contrat): relations entre
cessionnaire et sous-exploitant,
Civ. 1^{re}, 28 févr. 2024

Marque (délit d'usage): affiche ne participant
pas à la « vie des affaires », Crim. 27 févr. 2024

Marque (cession de droits): action en
déchéance et garantie d'éviction,
Com. 28 févr. 2024

425

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Peine (confiscation): clause de réserve
de propriété sur un véhicule,
Crim. 28 févr. 2024

Procédure pénale

Géolocalisation (téléphone portable):
nécessité d'un contrôle préalable,
Crim. 27 févr. 2024

426

DROIT PUBLIC

Santé publique

Tabagisme (lutte contre): action civile
des associations, Crim. 27 févr. 2024

Hospitalisation d'office (mainlevée):

programme de soins, Civ. 1^{re}, 28 févr. 2024

426

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Avocat (sanction disciplinaire): salle d'audience
de la cour d'assises, Civ. 1^{re}, 28 févr. 2024

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR.69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

427

Le droit d'une géopolitique numérique globale

Recueil Dalloz - 7 mars 2024 - n° 9

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

7 mars 2024 - n° 9 / 8030^e



POINT DE VUE

428

Réformer le droit des sociétés
par Jean-Jacques Daigre



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

430

La réparation des victimes de violences sexuelles
par la Commission reconnaissance et réparation
par Clément Cousin, Marc Dupré
et Benjamin Moron-Puech

437

Le compte de cantonnement d'actifs numériques:
une nouvelle exigence pour les émetteurs
par Mathis Campestrin

PANORAMA

441

Contentieux familial
janvier 2023 - décembre 2023
par Méлина Douchy-Oudot

NOTES

452

Nouvelle avancée constitutionnelle : l'obligation d'informer
le tuteur ou le curateur en cas de défèrement du majeur
protégé, note sous Cons. const. 18 janv. 2024
par Véronique Tellier-Cayrol

457

La plus-value industrielle, Acte III : accroissement des
acquêts nets par la plus-value industrielle en régime de
participation aux acquêts, note sous Civ. 1^{re}, 13 déc. 2023
par Benoît Chaffois

464

Quand la gestation pour autrui n'ouvre pas droit à une
prime à la naissance..., note sous Civ. 2^e, 30 nov. 2023
par Richard Vessaud



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Restructuration d'une société,
intérêt social
et fraude d'un associé
Com. 1^{er} juin 2023,
note Arnaud Lecourt p. 86

Cessions d'actions

La commercialité de la cession
de contrôle : une construction
bancale à l'effet injuste
Com. 30 août 2023,
note Thibault Massart p. 98

Sociétés par actions simplifiées

Une intéressante leçon
de droit commun des sociétés :
entre clause léonine
et révocation abusive
Com. 21 juin 2023,
note Thibault Ravel d'Escaplon p. 102

Droit des sociétés cotées

Dérogation à l'offre
publique obligatoire
Paris, 9 novembre 2023, (Orpéa)
note Thierry Bonneau p. 105

Droit fiscal des sociétés

Transmission des titres
d'une holding d'animation
de groupe : absence d'éligibi-
lité à l'exonération « Dutreil »
Com. 11 octobre 2023,
note François Fruleux p. 123

REVUE DES SOCIÉTÉS

Février 2024 - n° 2

ÉTUDE

La doctrine de l'Autorité
des marchés financiers (AMF),
source du droit des sociétés
Thiphaine Saupin p. 71

CHRONIQUE

Chronique de droit européen
des sociétés
_ Publication du règlement délégué
sur les normes d'information
en matière de durabilité
(directive CSRD)
Benoît Lecourt p. 136



Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



Couverture | Sommaire

N° 2 - Février 2024 / SOMMAIRE

Actualités 66

par Bénédicte François

Étude 71

La doctrine de l'Autorité des marchés financiers, source du droit des sociétés
Thiphaine Saupin 71

Jurisprudence 83

Sociétés en général

- Abus de majorité : la délicate caractérisation de la rupture d'égalité
Note sous Com. 30 août 2023
note Jean-Brice Tap 83
- Restructuration d'une société, intérêt social et fraude d'un associé
Note sous Com. 1^{er} juin 2023
note Arnaud Lecourt 86
- Un associé (aussi) peut invoquer la faute séparable
Note sous Com. 24 mai 2023
note Émeric Nicolas 90

Cessions d'actions

- Cession de droits sociaux et remboursement du compte courant d'associé du cédant
Note sous Civ. 1^{er}, 27 sept. 2023
note Bernard Saintourens 94
- La commercialité de la cession de contrôle : une construction bancaire à l'effet injuste
Note sous Com. 30 août 2023
note Thibaut Massart 98

Sociétés par actions simplifiées

- Une intéressante leçon de droit commun des sociétés : entre clause léonine et révocation abusive
Note sous Com. 21 juin 2023
note Thibault de Ravel d'Esclapon 102

Droit des sociétés cotées

Dérogation à l'offre publique obligatoire

Sociétés & procédure

- Périmètre de la représentation de l'avocat et ignorance de la liquidation judiciaire de son client
Note sous Civ. 1^{er}, 8 mars 2023
note Marie Rakotovahiny 112

Commissaires aux comptes

- La procédure disciplinaire des commissaires aux comptes à l'épreuve des garanties procédurales fondamentales
Note sous Haut conseil du commissariat aux comptes, 9 févr. 2023
note Katrin Deckert 117

Droit fiscal des sociétés

- La transmission des titres d'une holding dont l'activité d'animation de groupe est seulement résiduelle n'est pas éligible à l'exonération « Dutreil »
Note sous Com., 11 oct. 2023
note François Fruleux 123
- L'article L. 267 du livre des procédures fiscales et le code des relations entre le public et l'administration
Note sous Com., 15 févr. 2023
note Sébastien Jambort 129

Droit social et sociétés

- Le financement exclusivement patronal de l'expertise sur le rapport relatif à l'accord de participation
Note sous Soc. 5 avr. 2023

Chronique de droit européen des sociétés _____ 136

par Benoit Lecourt

Revue de jurisprudence commerciale - Édition n°7

29 février 2024

RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agrées – 67^e année

Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Perrine Cathalo, Rédactrice en droit des affaires

Concurrence

[Chronique] Chronique de droit de la concurrence

Par Muriel Chagny

Réf. : CJUE, 21 décembre 2023, aff. C-333/21, European Superleague Company c/ Fédération internationale de football association

N° Lexbase : **A9323198**

Entreprises en difficulté

[Le point sur...] L'interdiction d'accroissement de l'assiette des sûretés réelles après le jugement d'ouverture

Par Philippe Pétel

Fiscal général

[Textes] Commentaire de la loi de finances pour 2024

Par [Arnaud de Bissy](#)

Réf. : Loi n° 2023-1322, du 29 décembre 2023, de finances pour 2024 **N° Lexbase : L9444MKY**

Fiscalité des entreprises

[Chronique] Chronique de fiscalité des entreprises et de leurs dirigeants

Par [Sabrina Le Normand-Caillère](#)

Propriété intellectuelle

[Chronique] Chronique de droit de la propriété intellectuelle

Par [Christophe Alleaume](#)

Réf. : CA Paris, 5-1, 5 juillet 2023, n° 21-11.317 **N° Lexbase : A260799G**

Conseil éditorial :

Alain Dautriat, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

Georges Decocq, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

Sylvaine Poillot-Peruzzetto, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Actualité des procédures collectives, n° 5 du 01 mars 2024

Sommaire du numéro

Repère

PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

L'action du salarié fondée sur l'article L. 1224-1 du Code du travail ne relève pas de la procédure d'insolvabilité étrangère !

N° 52 - Par Eugénie FABRIES-LECEA

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Saisine de la commission de surendettement après examen de la situation d'un entrepreneur individuel par le tribunal de la procédure collective

N° 53

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Réunion des patrimoines de l'entrepreneur ayant cessé son activité malgré lui

N° 54

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DES CRÉANCES

Naissance de la créance de recours au jour de la souscription de la garantie financière professionnelle

N° 55 - Par Karl LAFAURIE

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Établissement de la connaissance de l'état de cessation des paiements du débiteur

N° 56

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS - PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Les effets de la procédure d'insolvabilité sur un contrat de travail sont régis par la loi de l'État membre applicable au contrat de travail. L'article L. 1224-1 s'applique au transfert d'une entité économique autonome

N° 57

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

La faculté du juge judiciaire civil de trancher la contestation de la légalité d'un acte administratif : précision sur l'office du juge

N° 58 - Par Bertille GHANDOUR

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Délocalisation de l'affaire : une option de compétence non limitée par la saisine d'un TCS - le mandataire judiciaire « ès qualités » n'est pas partie à l'instance

N° 59

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Quand le liquidateur judiciaire « s'en rapporte à la Justice » : pas de prétentions en appel, pas de moyens en cassation

N° 60

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Signification de la déclaration d'appel fixé à bref délai au liquidateur judiciaire et au débiteur

N° 61

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | TECHNICIEN

Le technicien est tenu à un devoir de neutralité et d'impartialité dont le manquement entraîne la nullité du rapport

N° 62

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Modalités du recours contre la décision de la commission de surendettement sur la recevabilité du dossier

N° 63 - Par Théo SCHERER

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | SANCTIONS

Caractère limitatif des causes de déchéance des mesures de surendettement

N° 64

Contrats Concurrence Consommation, n° 3 du 01 mars 2024

Sommaire du numéro

Repère

PLATEFORMES

Streamflation et protection du consommateur

N° 3 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Modélisation du processus de décision judiciaire et rupture brutale de relations commerciales établies

N° 11 - Par Jacques LÉVY VÉHEL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROIT DE LA CONCURRENCE

Définition du marché dans les affaires de concurrence : la Commission européenne adopte une communication révisée

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | CONSOMMATION

Du 12 au 31 janvier 2024

N° 13

[Consulter le PDF](#)

Études

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Nouvelle directive européenne (UE) 2023/2225 du 18 octobre 2023 relative aux contrats de crédit aux consommateurs . - Premières réflexions

N° 2 - Par Guy RAYMOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT DE LA CONCURRENCE

Les accords de durabilité ou la promotion du développement durable par le droit des

ententes

N° 3 - Par Lucas BETTONI

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | ENRICHISSEMENT SANS CAUSE

Subsidiarité : quid lorsqu'une autre action se heurte à un obstacle de preuve ?

N° 36 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | INTERDÉPENDANCE CONTRACTUELLE

Location financière : sort des clauses relatives au règlement des conséquences de la disparition de l'un des contrats interdépendants

N° 37 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | NULLITÉ DU CONTRAT

Il manquait une mention exigée à peine de nullité : anéantissement du contrat 6 ans après sa conclusion et son exécution

N° 38 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

Le marché de l'occasion par un revendeur hors réseau à l'épreuve du droit des marques et de la concurrence déloyale

N° 39 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Appréciation de la soumission et du déséquilibre par la cour d'appel de Paris

N° 40 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DISTRIBUTION DE CARBURANT

Réparation des pertes d'exploitation du pompiste mandataire

N° 41 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE ABUSIVE

Évaluation du préjudice en cas de rupture fautive d'un contrat à durée déterminée

N° 42 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Agent commercial : compétence juridictionnelle

N° 43 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RELATION COMMERCIALE AGRICOLE

Contractualisation de la relation commerciale agricole

N° 44 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | NÉGOCIATION COMMERCIALE

Notion de grossiste

N° 45 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

[L'Avocate générale Kokott invite la Cour à confirmer l'arrêt Google Shopping](#)

N° 46 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

[Le recours contre une décision de rejet d'engagements est recevable](#)

N° 47 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

[Précisions sur l'impartialité de la Commission dans les procédures hybrides](#)

N° 48 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

[Nouvelles lignes directrices américaines sur les concentrations](#)

N° 49 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

[Connaissance des vices affectant le bon de commande et exécution du contrat : revirement de jurisprudence !](#)

N° 50 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | APPLICATIONS NUMÉRIQUES SUR LA QUALITÉ DES PRODUITS

[Applications numériques sur la qualité des produits alimentaires et cosmétiques : comment assurer protection du consommateur et loyauté de la concurrence ?](#)

N° 51 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

[La nullité du contrat emporte automatiquement le jeu des restitutions](#)

N° 52 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | DÉMARCHAGE

[Contrat hors établissement](#)

N° 53 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Formule



CONTRAT

[Bail commercial : la stipulation obligeant le preneur à exploiter de manière personnelle et continue un fonds de commerce dans les lieux loués](#)

N° 3 - Par Cyril NOBLOT

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 9 du 04 mars 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

[« Je suis né en 1989... »](#)

N° 245 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | HOMMAGE

[Jean-Jacques Barbière](#)

N° 246 - Par Alain COURET

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | ÉTRANGERS

[La Constitution, la loi et l'opinion](#)

N° 247 - Par Michel VERPEAUX

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Droit à l'image des enfants sur Internet : la loi est publiée](#)

N° 248

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Nouvelles dispositions relatives à l'aide sociale à l'enfance](#)

N° 249

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

[Contestation de la régularité de la consignation du prix judiciairement fixé du bien préempté](#)

N° 250

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 15 au 27 février 2024](#)

N° 251

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024](#)

N° 252

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

[Loi LOPMI : les modalités d'application de la visioplainte sont définies](#)

N° 253

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ENVIRONNEMENT

[Le procureur de la CPI consulte sur un nouveau projet de politique pénale concernant les crimes environnementaux relevant du Statut de Rome](#)

N° 254

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 8 au 27 février 2024](#)

N° 255

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 22 janvier au 11 février 2024](#)

N° 256

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

[La fouille d'un véhicule en enquête préliminaire](#)

N° 257 - Par Pierre-Jérôme DELAGE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

[Entrée en vigueur le 1er mars de l'encadrement des promotions](#)

N° 258

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉS FINANCIERS

[La liberté de la presse peut être restreinte pour préserver l'équilibre des marchés financiers](#)

N° 259

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Feuille de route 2024-2025 de l'Autorité de la concurrence](#)

N° 260

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 15 au 27 février 2024](#)

N° 261

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024](#)

N° 262

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

[La neutralisation de la confirmation tacite en droit de la consommation](#)

N° 263 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS CIVILES IMMOBILIÈRES

[Poursuites contre les associés d'une SCI : attention à l'autorité de la chose jugée !](#)

N° 264 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL

[Droit à la preuve de l'employeur : vidéosurveillance des salariés justifiée pour la protection des stocks de l'entreprise](#)

N° 265

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Géolocalisation au travail : illicéité de la preuve en cas de non-respect des déclarations à la CNIL](#)

N° 266

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 15 au 27 février 2024](#)

N° 267

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024](#)

N° 268

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL DISSIMULÉ

[Travail dissimulé et périmètre de l'exigence du consentement de la personne, préalable à son audition](#)

N° 269 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JEUX OLYMPIQUES 2024

[Sécurisation des JOP : lancement de l'expérimentation « vidéo-intelligentes »](#)

N° 270

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

[Cohabitation des sanctions fiscales et pénales](#)

N° 271 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 15 au 27 février 2024](#)

N° 272

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024](#)

N° 273

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | DISCRIMINATION

[L'employeur peut-il interdire le port de boucles d'oreilles par le salarié pendant le travail ?](#)

N° 274 - Par Frédéric GRÉGOIRE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[Des formations tournées vers les enjeux du siècle](#)

N° 275 - Par Anaïs DANET

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | ÉTRANGERS

Réforme du droit des étrangers du 26 janvier 2024 : chronique d'une odyssée législative atypique

N° 276 - Par Vincent TCHEN

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Droit des contrats

N° 277 - Par Paul GROSSER , Dimitri HOUTCIEFF , Grégoire LOISEAU , Georges VIRASSAMY et Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

« Tous les coups sont-ils permis à l'audience ? »

N° 278 - Par Marguerite BAUDRY , Noé CHOVAUX PINTIAUX et Clémence LAMBOEUF

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Loi Justice : dispositions relatives à l'examen des demandes de relèvement en vigueur le 1er mars 2024

N° 279

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

JOP : dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps

N° 280

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | GREFFIERS

Revalorisation de la carrière des greffiers des services judiciaires

N° 281

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOTAIRES

Installation des notaires : les nouvelles cartes sont publiées

N° 282

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Spécificité de la convention d'honoraires et qualification des honoraires versés en cas de dessaisissement

N° 283

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Juge sanctionné pour ses messages sur Facebook : une atteinte à la liberté d'expression ?

N° 284

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOUVELLES TECHNOLOGIES

Risques encourus et bonnes pratiques : la note du CEPEJ dédiée à l'utilisation de l'IA générative

N° 285

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JURISTES D'ENTREPRISES

Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise : le Sénat adopte la proposition de loi

N° 286

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 9 du 29 février 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

NUMÉRIQUE

3 QUESTIONS - Numérique Responsable : améliorer l'empreinte écologique et sanitaire du numérique

N° 190 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS et Sophie DE KERMENGUY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Définition du marché dans les affaires de concurrence : la Commission européenne adopte une communication révisée

N° 191

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Contentieux stratégiques : Quelle place du juge dans la cité ?

N° 192

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Revue Droit des sociétés

N° 193

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Influenceurs et activités publicitaires

N° 194

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ASSURANCE

Importance du contexte professionnel dans la détermination du taux d'intérêt légal applicable

N° 195

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

[Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise : le Sénat adopte la proposition de loi](#)

N° 196

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Cession de créances et droit de retrait litigieux : précisions apportées par la Cour de cassation](#)

N° 197

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Cession de créances professionnelles : le cessionnaire qui demande paiement au débiteur cédé doit produire le bordereau de cession](#)

N° 198

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[L'encadrement de la responsabilité des établissements bancaires : une obligation de vigilance raisonnable](#)

N° 199

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Le chocolatier De Neuville et sa société mère condamnés pour restrictions de vente en ligne et à la clientèle professionnelle](#)

N° 200

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Accord du Conseil et du Parlement européen sur le report de deux ans de l'obligation de publication de certaines informations en matière de durabilité](#)

N° 201

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Middlenext publie ses recommandations RSE pour 2024](#)

N° 202

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[La liberté de la presse peut être restreinte pour préserver l'équilibre des marchés financiers](#)

N° 203

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Durée de conservation et sécurité des données : PAP écope d'une amende de la CNIL](#)

N° 204

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

[Étendue du devoir de conseil de l'expert-comptable](#)

N° 205

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Contrôle Urssaf : la prolongation de la procédure contradictoire est-elle de droit ?](#)

N° 206 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉ

[Charge de la preuve de la prise des jours de RTT : une obligation qui pèse sur l'employeur](#)

N° 207

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

[Droit à la preuve de l'employeur : vidéosurveillance des salariés justifiée pour la protection des stocks de l'entreprise](#)

N° 208

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Manquement de l'employeur aux obligations de sécurité ou de prévention du harcèlement moral : pas une cause de nullité du licenciement](#)

N° 209

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DROIT DOUANIER

[Modulation des amendes fiscales : le juge n'a pas à tenir compte de l'impécuniosité du contrevenant](#)

N° 210

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Des formalités d'option pour l'IS de moins en moins formelles](#)

N° 211

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Tolérance administrative pour l'application de l'aménagement du régime micro-BIC pour les activités de location de meublés de tourisme](#)

N° 212

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[De l'importance de la nature des titres détenus par le redevable pour l'application de l'exonération d'ISF des biens professionnels](#)

N° 213

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURE FISCALE

[Garanties du contribuable vérifié : ce qui n'est pas interdit est autorisé... en toute loyauté](#)

N° 214

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

[AG annuelle 2024](#)

N° 1055 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Procédure de continuité ou la suite des vicissitudes du guichet unique de formalités des entreprises

N° 1056 - Par Suzel CASTAGNÉ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'application du principe non bis in idem en droit européen aux « sanctions administratives de nature pénale »

N° 1057 - Par Mélanie CESCUT-PUORE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Confirmation tacite du contrat conclu hors établissement : la reproduction lisible des mentions du Code de la consommation ne suffit plus !

N° 1058 - Par Louis FÉRIEL

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Formaliser la prévention des risques professionnels dans les procédures de réorganisation nécessitant la mise en place d'un PSE

N° 1059 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

Inscription dans un PEA des actions issues de l'exercice de BSPCE, une réponse et plusieurs interrogations

N° 1060 - Par Karima EL MOUJAHID et Geoffrey PORAS

[Consulter le PDF](#)

À la une

Le contrôle coercitif : réflexion sur une nouvelle étape du droit des violences conjugales

note par Arnaud CASADO sous CA Poitiers, ch. appels correctionnels, 31 janv. 2024 (5 arrêts)

La cour d'appel de Poitiers vient de faire sienne la notion de contrôle coercitif. Si son intégration en droit français présente une avancée certaine en tant que grille d'analyse globale des comportements infractionnels en matière de violences intra-familiales, la question de sa consécration législative dans notre corpus pénal mérite une réponse plus nuancée.



© Vladimir_AbobeStock

Actualité

Constitutionnalisation de la liberté garantie de recourir à l'IVG : c'est voté !

focus

Violences intra-familiales : « les magistrats doivent partager des connaissances conceptuelles »

entretien avec Gwenola JOLY-COZ et Eric CORBAUX

Doctrine

La prise en compte du préjudice de désœuvrement à l'œuvre

étude par Charles JOSEPH-LOUDIN et Bérengère HEUZÉ-ROHFRICTH

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Alain SAURET

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

• Alexis BUGADA

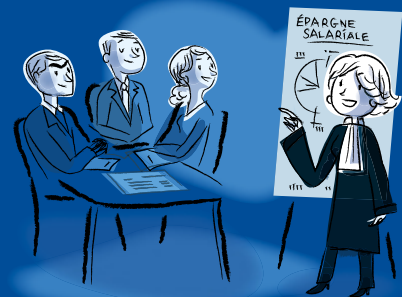
Professeur à l'université d'Aix-Marseille

• Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Yvan ANGUI, Mélanie ATINDÉHOU-LAPORTE, Jessica ATTALI-COLAS, Julien BOURDOISEAU, Marina DOITHIER, Marine FERRERI, Salira HARIR, Pierre LE COHU, Géraud MÉGRET, Emma ORLANDINI, Antoine PHILIPPON, Steven RIOCHE, Delphine RONET-YAGUE, Vincent ROULET, Sophie SERENO et Christine SIHARATH



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL460f6 ■ Constitutionnalisation de la liberté garantie de recourir
à l'IVG : c'est voté ! 3

GPL460f4 ■ 328 millions de crédits annulés sur le budget 2024
de la justice 4

GPL460g1 ■ Pour le Conseil d'État, le secret professionnel de l'avocat
n'est pas indivisible 5

GPL460f2 ■ Violences intra-familiales : « les magistrats doivent partager
des connaissances conceptuelles »
entretien avec Gwenola JOLY-COZ et Eric CORBAUX 7

Technique

GPL454l1 ■ Vers une refondation de la méthode de la jauge ?
étude par Jean-Marc NOYER 11

Doctrine

GPL459y9 ■ La prise en compte du préjudice de désœuvrement à l'œuvre
étude par Charles JOSEPH-ODIN et Bérengère HEUZÉ-ROHFRITSCH 15

Jurisprudence

GPL460f5 ■ Le contrôle coercitif : réflexion sur une nouvelle étape
du droit des violences conjugales
note par Arnaud CASADO sous CA Poitiers, ch. appels correctionnels,
31 janv. 2024 (5 arrêts) 18


GPL459y8 ■ L'opposition à une ordonnance portant injonction
de payer constitue un acte de saisine au sens de l'article 2241,
alinéa 2, du Code civil
note par Philippe CASSON sous Cass. 2^e civ., 18 janv. 2024 21

GPL459q7 ■ Assurance et pertes d'exploitation : quand les conjonctions
de subordination viennent au secours de l'assuré
note par Marie ZAFFAGNINI sous Cass. 2^e civ., 25 janv. 2024 24

GPL459y4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 27

GPL459r7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 31

GPL459x8 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 33

GPL459q6 ■ Chronique de jurisprudence de droit des transports
par Jean Arié LÉVY <https://lext.so/GPL459q6> 

Aux marches du Palais

Portrait

GPL459z0 ■ Catherine Glon, bâtonnière du barreau de Rennes 34

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 35

Sous la responsabilité scientifique de

Alain SAURET, Alexis BUGADA et Geoffroy DE RAINCOURT

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DROIT COMMUN

Reprise des actes accomplis au bénéfice de la société
en formation : la fin de la nullité pour erreur de plume → PAGE 4

Julia HEINICH

Des apports du contentieux de la rémunération des dirigeants
sociaux à la compétence commerciale → PAGE 7

Caroline COUPET

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Devoir de vigilance : les enseignements d'une première
condamnation → PAGE 20

Edmond SCHLUMBERGER

Le dirigeant social doit-il mentionner sa qualité ? → PAGE 24

Bruno DONDERO

DOCTRINE

Le contentieux des *management fees* et *management packages* → PAGE 60

Hervé LE NABASQUE

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS202t9 • **Reprise des actes accomplis au bénéfice de la société en formation : la fin de la nullité pour erreur de plume** 4
Julia HEINICH – Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-12865, FS-BR – Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-21623, FS-BR – Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-18295, FS-BR
- BJS202v2 • **Des apports du contentieux de la rémunération des dirigeants sociaux à la compétence commerciale** 7
Caroline COUPET – Cass. com., 20 déc. 2023, n° 22-11185, FS-B
- BJS202v5 • **L'expert de l'article 1843-4 peut déterminer deux prix... mais le juge doit choisir** 11
Arnaud REYGROBELLET – Cass. com., 17 janv. 2024, n° 22-15897, F-B
- BJS202v6 • **Solidarité commerciale : la pluralité de créanciers (?) et l'absence de pluralité de débiteurs** 14
Antoine TADROS – Cass. com., 24 janv. 2024, n° 20-13755, F-B
- BJS202u4 • **Moment de la contestation de la prise en charge de l'expertise-comptable décidée par le CSE** 16
Alexis BUGADA – Cass. soc., 18 oct. 2023, n° 22-10761, F-B

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS202v9 • **Devoir de vigilance : les enseignements d'une première condamnation** 20
Edmond SCHLUMBERGER – TJ Paris, 5 déc. 2023, n° 21/15827, Sud PPT c/ SA La Poste
- BJS202w0 • **Le dirigeant social doit-il mentionner sa qualité ?** 24
Bruno DONDERO – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 22-12946, F-D – Cass. com., 20 déc. 2023, n° 22-12946, F-D

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS202u0 • **Retrait d'un associé d'une SCP : les étapes d'un parcours judiciaire** 28
Bernard SAINTOURENS – CA Rennes, 1^{er} ch., 9 janv. 2024, n° 23/02091
- BJS202t6 • **Responsabilité solidaire des dirigeants en cas de recours au travail dissimulé** 31
Soraya MESSAI-BAHRI – CA Paris, 6-13, 17 nov. 2023, n° 20/04994
- BJS202u6 • **Ancienne SCI non immatriculée : ré-immatriculation possible... mais sans rétroactivité** 33
Arnaud REYGROBELLET – Cass. 2^e civ., 30 nov. 2023, n° 21-23658, F-D
- BJS202v8 • **Action en nullité d'une cession de droits sociaux : retour sur quelques points de procédure** 36
Elsa GUÉGAN – CA Montpellier, 2^e ch. civ., 9 nov. 2023, n° 23/00777

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS202u8 • **Contrôle légal : articulation d'actions en relèvement et en responsabilité** 39
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 24 janv. 2024, n° 22-12340, F-B

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS202u5 • **Insuffisance d'actif : responsabilité du représentant légal du dirigeant personne morale** 42
Nadège JULLIAN – Cass. com., 13 déc. 2023, n° 21-14579, F-B
- BJS202v4 • **Transfert de contrats de travail en France et procédure d'insolvabilité étrangère : le droit français applicable** 44
Thomas MASTRULLO – Cass. soc., 20 déc. 2023, n° 21-18146, FS-B
- BJS202t7 • **Connexité des créances entre une société coopérative agricole et un associé coopérateur** 48
Olivier MARAUD – Cass. 3^e civ., 14 déc. 2023, n° 22-15598, FS-B
- BJS202t4 • **La pseudo-radicalité de la sanction liée à la méconnaissance de la suspension des poursuites profitant à la caution** 50
Jean-Jacques ANSAULT – Cass. com., 22 nov. 2023, n° 22-18766, F-B
- BJS202s8 • **La responsabilité personnelle du dirigeant d'une société en difficulté : entre réalité et illusion** 52
Marie-Laure COQUELET – CA Paris, 5-3, 9 nov. 2023, n° 21/19623
- BJS202u7 • **Abus de minorité en cas de refus de reconstitution des fonds propres d'une holding** 54
Laurence CAMENSULI-FEULLARD – CA Bourges, 1^{er} ch., 23 nov. 2023, n° 23/00727
- BJS202t8 • **Fiducie-sûreté, accélération de la dette et livre VI du Code de commerce : quelle articulation ?** 56
David ROBINE – CA Bordeaux, 4^e ch. civ., 18 déc. 2023, n° 23/04451

DOCTRINE

- BJS202u2 • **Le contentieux des *management fees* et *management packages*** 60
Hervé LE NABASQUE